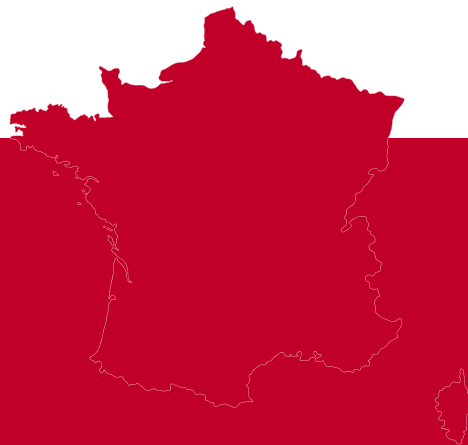




Des territoires “zéro industrie” ?

La France est en pleine bifurcation. Le climat se dérègle, les ressources s'épuisent, la mondialisation qu'on croyait heureuse touche à sa fin. Dans ce monde qui change, une chose est claire : un pays sans industrie n'a pas d'avenir. C'est autour de cette idée qu'a débuté la résidence sur la réindustrialisation française, un cycle de réflexion imaginé pour comprendre comment refonder notre rapport à la production et aux territoires.

“ En fait, il n'existe pas de territoires « zéro industrie » en France. ”

Dès les premières minutes, un constat s'impose : il n'existe pas de “territoire zéro industrie”. L'activité productive est partout, même là où on ne la voit plus. À Paris, elle se cache dans les ateliers et les hôtels industriels ; à Béthune, elle a changé de visage, passant du charbon à l'automobile puis aux gigafactories de la « vallée de l'électricité ». Ce genre d'évolution montre qu'un territoire peut se réinventer en une ou deux décennies, à condition qu'il soit porté par une vision collective.

Pourtant d'autres exemples racontent des histoires différentes : à Rochefort, la tradition aéronautique continue depuis des siècles, tandis qu'à Oléron, des habitants s'inquiètent de voir des industries s'installer trop près de la ligne de rivage.

Ces contrastes révèlent une vérité simple : la France n'est pas “industriphobe”, mais la relation entre habitants et industrie est très diverse selon les territoires et est parfois fragile.

L'enjeu n'est pas de forcer le retour de l'industrie, mais de retisser la confiance.

De cette confiance dépend surtout l'**acceptabilité**. Ce mot un peu technocratique recouvre une réalité très humaine : jusqu'où une population est-elle prête à accueillir une usine près de chez elle ? Les oppositions actuelles ne sont pas idéologiques, elles parlent d'eau, d'énergie, de foncier ou de biodiversité. Elles expriment souvent une peur de perdre un paysage, une mémoire, une identité.

À Grenoble, le projet STMicroelectronics a cristallisé ces craintes autour de la ressource en eau ; à Fos-sur-Mer, l'idée d'installer des panneaux solaires sur une zone naturelle a été rejetée, non par hostilité à l'énergie verte, mais pour préserver un lieu chargé d'images d'enfance. La peur du changement a toujours été un ressort puissant. Pourtant, la plupart des projets industriels sont aujourd'hui acceptés lorsqu'ils sont expliqués, ancrés dans le territoire et respectueux des équilibres locaux.

“ Plutôt que d'acceptabilité, parlons d'industries adaptées aux territoires qui les accueillent, qui leur ressemblent. ”

Cela suppose de repenser en profondeur la **concertation**. Les procédures françaises, comme les enquêtes publiques, ne suffisent plus. Trop formelles, elles donnent la parole à ceux qui crient le plus fort et ignorent le soutien silencieux des autres. Dans certains cas, la manière de présenter un projet peut tout bloquer. Quand un industriel affirme que le projet se fera “quoi qu’il arrive”, le dialogue est rompu. Les habitants se sentent méprisés, la défiance s’installe, et les recours s’enchaînent. À l’inverse, quand la discussion est sincère et continue, les tensions peuvent se désamorcer (pas toujours). Dans certains pays, cette écoute va très loin : en Suède, le responsable du site d’enfouissement des déchets ultimes de leur filière nucléaire a organisé des dîners hebdomadaires en petits groupes pendant plusieurs années. L’histoire dit que quand une ZAD a tenté de s’installer, les habitants eux-mêmes l’ont empêchée. C’est une leçon : écouter ne ralentit pas les projets, cela les sécurise.

" Pour que les débats aboutissent, il ne faut mettre ni les populations devant le fait accompli, ni les porteurs de projet devant des procédures sans fin. "

En France, la **loi Industrie verte**, autorise désormais des concertations globales sur plusieurs projets d’un même territoire. À Fos-sur-Mer, par exemple, une vingtaine de projets liés à la transition énergétique sont discutés collectivement. Cette approche ouvre la voie à des échanges plus cohérents, mais il reste à convaincre que ces démarches ont un véritable impact sur les décisions. Car la clé, c’est la confiance.

A côté des procédures, tout repose sur la **posture du porteur de projet**. Une usine ne peut plus se vendre uniquement sur la promesse d’emplois. Un territoire, c’est une communauté vivante : pour être acceptée, une usine doit s’y insérer, s’y rendre utile, devenir familière. Elle doit faire partie du paysage, au même titre que la mairie, l’école ou la boulangerie.

Autrement dit, il faut « remettre l’usine au milieu du village ».

Cette idée n’est pas qu’une image. Dans un village, certains lieux ont une fonction attitrée : la mairie, l’école, la boulangerie, la pharmacie, le lieu de culte, le café, le marché... L’usine doit reprendre sa place dans les fonctions citoyennes. Sa différence par rapport aux autres « lieux » symboliques du village ? Être l’ouverture sur le progrès, la technologie, comme l’étaient autrefois les hussards noirs de la République qui portaient le savoir dans chaque village. Aujourd’hui, les sont des lieux où se concentrent innovation, technologie et ouverture sur le monde. Cette ambition a des implications concrètes. La première concerne l’industriel, dirigeant ou directeur de site ; il doit à nouveau accepter la responsabilité de son impact sur la vie locale. Sa communication doit évoluer : moins technique et économique, plus de citoyenne et partie prenante du projet du territoire. La seconde concerne l’usine qui est et reste un lieu d’identification d’un territoire : pour redevenir un lieu totem positif, son architecture doit être reconnaissable et accueillante. Sites végétalisés, façades pensées, œuvres de street art sur les murs extérieurs...l’esthétique et l’urbanisme sont des outils d’intégration.

“ Les gens ont redécouvert l'usine et s'y sont (ré)attachés. ”

Les exemples concrets confirment cette approche. À Marseille, une usine classée Seveso seuil haut rencontrait des oppositions citoyennes ; plutôt que de déménager, l'entreprise a décidé de jouer le jeu de l'acceptabilité. Elle est restée sur place et a modernisé son site, ouvert ses portes aux habitants, aux lycéens, aux comités de quartier...

Réindustrialiser, ce n'est pas créer seulement des emplois et de la valeur ajoutée. C'est aussi créer de la fierté et l'identité pour un territoire.

Cela change tout pour « l'acceptabilité » des projets

Dans cette dynamique, les **tiers-lieux et fablabs** jouent un rôle nouveau : espaces de formation, de découverte et de dialogue, ils reconnectent les habitants à la réalité de la production. C'est aussi une réponse à l'inculture industrielle qui s'est installée. On ne peut pas aimer ce qu'on ne connaît pas : faire visiter des usines aux enfants dès le primaire, réhabiliter des friches, montrer que fabriquer peut-être beau et utile, voilà une pédagogie qui prépare le terrain de demain.

Remettre l'usine au cœur du village, c'est enfin restaurer la confiance entre l'industrie et les acteurs du territoire. C'est l'objet de **pactes locaux de responsabilité territoriale** entre industriels, collectivités, entreprises et citoyens, qui posent les bases d'une acceptabilité durable. Ces accords peuvent aborder l'emploi, le logement, la mobilité, l'innovation ou la reconversion.

Cette question du **rapport entre centralisation et efficacité** traverse tout le débat. Les pays qui ont le mieux résisté à la désindustrialisation – Allemagne, Suisse, Italie – sont aussi ceux qui ont le plus décentralisé leurs politiques économiques. À l'opposé, la France et le Royaume-Uni, très centralisés, ont le plus perdu. La moitié du succès d'un site industriel dépend du territoire qui l'accueille : compétences, foncier, énergie, culture locale.

“ Les pays qui ont le mieux résisté à la désindustrialisation sont aussi ceux qui ont le plus décentralisé leurs politiques économiques. ”

Derrière ces réussites, un acteur revient sans cesse : **le maire.**

Son rôle est déterminant. C'est souvent par le volontarisme local que les projets se concrétisent. Les Territoires d'industrie fonctionnent parce qu'ils reposent sur le volontariat et l'émulation, pas sur l'imposition par l'État. Les territoires avancent parce qu'ils s'observent, se défient, s'inspirent. À l'inverse, un élu qui renâcle, peut faire échouer un projet, car l'industrie reste un marqueur identitaire fort. Là où les élus ne s'emparent pas du sujet, les friches s'accumulent.

Au terme de cette première rencontre, un message s'impose : **réindustrialiser, c'est d'abord recréer du lien.**

Le lien entre un territoire et ce qu'il produit, entre les citoyens et ceux qui fabriquent, entre les élus et les entreprises. La réindustrialisation française ne sera pas seulement économique, mais culturelle et humaine. Elle demandera du temps, de la pédagogie, du courage politique et une nouvelle manière de parler du progrès. L'usine doit redevenir un lieu de vie, un lieu de savoir, un lieu de fierté. C'est à cette condition que la France industrielle pourra renaître, non pas contre les territoires, mais **avec eux.**

Synthèse des échanges dirigés par Olivier Lluansi et Virginie Saks

Rédigé par Baptiste Nonat, Étudiant Arts et Métiers